

Initiatives ministérielles

les mêmes à l'Île-du-Prince-Édouard et en Ontario. Ils veulent des normes nationales.

Comme l'a dit le député de Hillsborough, ils veulent être certains que le gouvernement est en mesure d'assurer le maintien de ces normes dans toutes les provinces.

Ne croit-il pas que, si nous nous engageons dans la voie que le gouvernement veut prendre, il sera beaucoup plus difficile pour nous, en tant que législateurs nationaux, d'assurer le maintien de ces normes nationales?

M. Proud: Monsieur le Président, je veux remercier mon collègue de ses remarques et de sa question. Ce que j'ai dit ici aujourd'hui et ce que je ressens chaque fois que je prends la parole à la Chambre pour parler de questions budgétaires, des paiements de péréquation et ainsi de suite, c'est que je crains que le pays où vous et moi avons grandi soit en train de changer radicalement. Je l'ai mentionné dans mon discours. Je crains que nous n'allions vers un genre de gouvernement plus égoïste où les riches s'enrichissent, mais où le gouvernement ne s'occupe plus des pauvres comme avant.

C'est une métamorphose qui a commencé il y a quelques années. Je suis triste de voir cela parce que je crois, et je ne dis pas cela parce que je viens d'une des régions les plus pauvres du pays, mais je crois que, en tant que Canadiens, nous devrions partager nos richesses comme nous le faisons certainement depuis 50 ans. Comme vous l'avez dit, beaucoup de gens en Ontario, au Québec et dans d'autres provinces sont aussi de cet avis.

Je suis certain que, si on faisait un sondage aujourd'hui, les résultats confirmeraient ce que je viens de dire. Je prie instamment le gouvernement de ne pas s'engager dans cette voie qu'il semble vouloir prendre et de ne pas détruire toutes les choses auxquelles je tiens et auxquelles tiennent beaucoup de députés de la Chambre, j'en suis certain.

M. Ron Fisher (Saskatoon—Dundurn): Monsieur le Président, si l'on s'était fié aux bonnes paroles du gouvernement, on aurait pu croire que le projet de loi dont nous sommes saisis est essentiellement d'ordre administratif. C'est ce que je croyais au début, qu'il s'agissait d'une mesure législative des plus banales, qui n'avait pas tellement d'importance. Je suis redescendu sur terre en entendant un ministre, celui qui a fait ce matin le premier

discours sur ce projet de loi. Il parlait avec fierté de tous les paiements de transfert que le gouvernement fédéral a versés aux provinces.

Je viens de la Saskatchewan et, quand je vois tout le tort causé à ma province non seulement par le gouvernement conservateur d'Ottawa au cours des dernières années, mais aussi par le gouvernement conservateur au pouvoir en Saskatchewan depuis dix ans, je peux vous dire que le ministre a attiré mon attention quand il a parlé de tout cet argent qui a apporté la prospérité pas seulement à la Saskatchewan naturellement, mais, d'après ce que le ministre semblait dire, à tout le pays.

Il ne faut pas tellement d'imagination, ni d'esprit d'analyse ou d'observation pour comprendre que le ministre chantait, en des termes sans équivoque, l'échec du système qu'il prétendait défendre.

Au Canada, dans l'un des pays les plus riches au monde, de l'avis de la plupart d'entre nous, lorsque le ministre qui aborde un projet de loi se glorifie de la multiplication au fil des ans des subventions accordées aux provinces, cela illustre sans conteste l'échec du système. Je dis bien l'échec du système, parce que j'ai l'impression que si le système n'avait pas échoué, les provinces et les régions auraient fort probablement reçu moins d'argent.

• (1750)

Elles en auraient reçu moins, parce que le système économique en place au Canada, celui où le gouvernement fédéral joue un rôle économique de premier plan, aurait vraiment mené à la prospérité des régions. C'est le contraire qui s'est produit.

Je sais que la sécheresse peut parfois frapper notre région du pays ou que la situation économique peut s'y détériorer un peu. Mais, dans d'autres régions canadiennes, il arrive que, durant un hiver très froid, le poisson se déplace, quitte les eaux froides et soit alors plus difficile à capturer. Le secteur des pêches est alors en difficulté.

N'allez pas penser que j'ignore ce qui s'est produit depuis que ce gouvernement a été porté au pouvoir. Je sais très bien qu'en plus de l'échec de tous les autres programmes du gouvernement, l'incapacité de ce dernier d'appuyer les pêches et de bien protéger les ressources